

Le Crous Normandie à Rouen: un scandale selon la députée Laurence Dumont

Par Sabine Daniel

Dans son communiqué, la députée socialiste, Laurence Dumont dénonce l'attitude du premier ministre dans ce choix d'implantation du Crous Normandie à Rouen

"La décision d'implantation à CAEN du CROUS de Normandie ne doit pas être remise en question

Il y a moins d'un mois, la presse relayait la décision de la Ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique VIDAL, d'implanter le nouveau CROUS de Normandie à CAEN, une décision logique et cohérente, le siège de l'Académie y étant également confirmé.

Une parole Ministérielle reniée par le Premier Ministre, Edouard Philippe lui-même puisque de façon unilatérale, sans information et sans concertation, il vient de décider seul que l'implantation se ferait au final à ROUEN.

Cette décision qui relève du « fait du prince » est scandaleuse sur la forme et sur le fond. Scandaleuse sur la forme parce qu'elle décrédibilise la parole politique, alors que nous venons tout juste de voter un texte de loi à l'Assemblée nationale pour « la confiance dans la vie politique » voulu par le Président de la République. Comment continuer à croire en la parole des élus et de ceux qui détiennent le pouvoir ? C'est un signal négatif qui va à l'encontre de ce que veulent les français.

Scandaleuse sur le fond, parce que la décision d'implantation du CROUS Normandie à Caen avait fait l'objet d'une longue étude, que la fusion des deux Normandie s'était faite sur la base d'une juste répartition des « services » de l'Etat, l'éducation et l'enseignement supérieur étant fléchés sur Caen.

La méthode utilisée par le Premier Ministre et ancien maire du Havre est significative de la manière dont ce gouvernement prône le dialogue et en même temps décide seul.

La perte du CROUS de Normandie met en danger notre territoire car, demain, c'est, pourquoi pas, le déménagement du rectorat de l'Académie, que nous pourrions découvrir. C'est intolérable. J'invite tous les élu(e)s du Calvados, députés, maires, conseillers départementaux, conseillers Régionaux et leurs Présidents, toutes celles et tous ceux qui aiment et veulent défendre notre territoire à s'engager à faire entendre raison au Premier Ministre.

Je suis à leur disposition pour que nous menions ensemble une démarche collective et transpartisane, car il s'agit bien là de l'avenir de notre territoire qui est en jeu."